

valeur de leurs produits n'avait pas augmenté quand les prix de tous les articles qu'ils étaient obligés d'acheter avaient haussé.

Le principal problème du Canada est la surproduction du blé. Depuis les quatre dernières années, les économistes ont été aux prises pour rechercher les causes de la crise. Il a été difficile de trouver deux économistes qui fussent d'accord, quelques-uns prétendant que la cause provenait de la surproduction, et d'autres qu'elle provenait de la sous-consommation. Je pense qu'ils sont à la veille de se concilier, et avec un certain degré d'unanimité ils en sont arrivés à la conclusion que c'est de surproduction générale que nous souffrons.

Abordant le problème de l'Ouest, je constate qu'en 1913 les emblavures atteignaient 9,895,000 acres dans les trois provinces de l'Ouest; 17,500,000 acres en 1919. Aux Etats-Unis, les emblavures étaient de 48,000,000 d'acres en 1913, et en 1919 elles s'élevaient à 73,000,000 d'acres. Et pourtant il n'y eut aucune augmentation dans le total de la superficie mondiale, par suite du déficit dans certains pays en guerre. Malgré les augmentations en Amérique du Nord, l'équilibre mondial était encore maintenu en 1919.

En 1913, la France produisit 321,000,000 de boisseaux de blé. Il va sans dire que la production diminua durant la guerre, mais elle remonta graduellement au même chiffre en 1921. Puis l'Europe prit un rapide essor, la production de la France sautant à 338,000,000 de boisseaux en 1933. Durant la même période, la production de l'Italie passa de 184,000,000 à 272,000,000 de boisseaux; celle de l'Allemagne augmenta de 131,000,000 à 192,000,000 de boisseaux; la production de la Tchécoslovaquie progressa de 38,000,000 à 66,000,000 de boisseaux, et celle de la Suède s'accrut de 8,000,000 à 29,000,000 de boisseaux. A eux seuls, ces pays enregistrèrent en 1933 une augmentation de 215,000,000 de boisseaux. Et à mesure qu'ils augmenteraient leur production, ils haussaient leur tarif.

Pendant que l'Europe se suffisait à elle-même, quelle était la situation à l'égard de nos propres emblavures entre 1919 et 1933? En 1919, nos emblavures atteignaient 17,500,000 acres; en 1926, 21,800,000 acres; en 1928, 23,159,000; en 1932, 26,395,000 acres. En 1933, elles marquaient un faible recul à 25,177,000 acres.

En 1926, notre report s'élevait à 36,000,000 de boisseaux; en 1929, à 104,000,000 de boisseaux; en 1932, à 131,000,000 de boisseaux, et en 1933, à 212,000,000 de boisseaux. Aux Etats-Unis, le report se chiffrait à 150,000,000 de boisseaux pour 1929; à 200,000,000 de boisseaux pour 1930-31, et à 360,000,000 de boisseaux pour 1932. Vu cet immense report, il n'est pas surprenant que les prix aient décliné.

Voyons maintenant quelle était la situation dans l'Est avant que nous eussions à faire face

à l'intensive production de blé dans l'Ouest? La réglementation des prix dans les provinces de l'Est, c'est-à-dire dans Ontario, Québec et les Provinces Maritimes, était un problème individuel; chaque cultivateur opérait ses propres rajustements, et son seul guide était le marché. Il se livrait à la culture mixte. Il avait bien ses années de disette, mais il vivait alors des produits de sa ferme.

La production intensive de l'Ouest présente un nouveau problème. Je n'ai pas encore entendu parler de rajustement individuel dans l'Ouest — les représentants de l'Ouest nous renseigneront peut-être à ce sujet — et l'Etat a été appelé à la rescousse. L'Etat peut-il indéfiniment venir en aide? J'en doute. En général, les Etats où la production a été intensive, ont compris qu'il fallait faire un effort pour réglementer cette production. L'Accord du blé, conclu à Londres, peut offrir une solution, bien que, je l'avoue, il me paraisse d'une application difficile. Le très honorable sénateur (le très honorable M. Meighen) nous dira peut-être dans quelles conditions s'opérera cette limitation dans la production du blé — si les cultivateurs seront exhortés de réduire volontairement leurs emblavures, ou si une prime leur sera octroyée, comme la chose existe aux Etats-Unis. Dans la république voisine, 600,000 cultivateurs ont consenti à coopérer et réduisent de 8,000,000 d'acres la superficie de leurs emblavures, ce qui représentera une diminution de 100,000,000 de boisseaux dans la production. Il me semble que les Etats-Unis s'orientent vers une politique permanente de contrôle afin d'empêcher le retour d'une crise semblable à celle que nous traversons. Voici la question qui se pose à mon esprit. La réglementation peut-elle remplacer la loi naturelle de l'offre et de la demande? Un avenir rapproché nous le dira. S'il est demandé à nos cultivateurs canadiens de réduire de quinze pour cent leurs emblavures, ils répondront naturellement: "Que produirons-nous à la place que nous puissions vendre?"

Le problème est, je le reconnais, de grande importance pour le cultivateur. Je propose, avec l'hésitation qu'il faut — car je suis sûr, l'ayant entendu dire avant aujourd'hui, que l'Ouest est fatigué de prendre conseil de l'Est — qu'une partie de ce quinze pour cent des emblavures actuelles qui doit être retranché de la production de blé devra être utilisée pour les besoins domestiques. En posant des questions à des honorables sénateurs de l'Ouest, je me suis efforcé de savoir si le cultivateur de l'Ouest, lorsque sa récolte de blé manque à cause de la sécheresse ou pour autre cause, subvient à ses propres besoins et peut vivre des produits de sa ferme. Nous savons tous ce qui se passe dans l'Est. Chaque cultivateur cultive du maïs, du foin, des légumes, et garde une ou plusieurs vaches, des poules, des mou-